

Un détournement de fonds publics sans précédent mis au jour en Espagne

18 févr. 2015, PAR Publics Acteurs

Le Parlement espagnol. De nombreux hommes politiques seraient impliqués dans les détournements de fonds publics. - Daniel Ochoa de Olza/AP/SIPA

L'Espagne pourrait avoir aussi son affaire Bygmalion, mais puissance 1 000. La police enquête sur le détournement de fonds publics – on parle de 2 milliards d'euros – destinés à financer des cours de formation professionnelle. De nombreux politiques sont impliqués. Ce serait la plus grande fraude de l'histoire du pays.

“Opération Edu” est le nom clé donné à l'enquête menée par l'unité de la délinquance économique et fiscale de la police espagnole sur une fraude massive de fonds publics pour financer des cours de formation professionnelle soi-disant destinés aux chômeurs d'Andalousie.

Selon l'agence de presse EFE, tout a commencé en 2014, suite à des révélations faites par la Sécurité sociale espagnole. Des hommes politiques, une ancienne édile et des entrepreneurs sont suspectés d'avoir détourné, entre 2007 et 2013, des fonds publics destinés à des cours de formation professionnelle. Parmi les irrégularités détectées : des entreprises auraient bénéficié de subventions publiques pour organiser des formations destinées aux chômeurs... qui n'ont jamais eu lieu. D'autres ont déclaré plus d'élèves que ceux qui ont été formés ou encore ont recruté du personnel non qualifié.

“On soupçonne certaines entreprises d'avoir été créées un jour avant de recevoir les aides et d'avoir fermé peu après”, déclare Elena Costas, chercheuse de l'université autonome de Barcelone spécialisée dans la corruption politique. “Il se peut que les cours n'aient jamais été donnés et que la liste des participants n'existe pas”, ajoute-t-elle.

Arrestations d'élus municipaux

Selon la presse espagnole, il pourrait s'agir de la fraude la plus importante de l'histoire du pays. Le quotidien *El Mundo* et l'agence EFE parlent de 2 milliards d'euros de fonds détournés avec l'aide de responsables du gouvernement régional d'Andalousie. De son côté, le journal *El País* chiffre à 3 millions d'euros le montant total de cette fraude.

Elena Costas explique que comme “l'affaire est en cours d'investigation, il faudra du temps pour connaître les données officielles”, mais elle admet que les dimensions de cette fraude font peur au vu du nombre d'entreprises et de personnalités politiques impliqués dans cette affaire. Les autorités envisageraient également d'étendre l'enquête à d'autres régions de la péninsule. La chercheuse pense que ce qui a été révélé “n'est que la pointe de l'iceberg” et que l'on découvrira “plus de personnes impliquées et d'argent détourné”.

Pour le moment, la presse ibérique fait état de 14 détenus et le quotidien *El País* annonce que la police compte émettre entre 70 et 90 ordres d'arrestation dans les prochains jours. *El Mundo* explique que les personnes impliquées sont “presque toutes des élus municipaux, fondamentalement du Parti socialiste espagnol”. Parmi les suspects, l'ancienne maire socialiste de Jerez, Pilar Sanchez, interrogée au sujet du fonctionnement de l'entreprise publique Mercajerez, qui a reçu des aides destinées à des cours.

Sensibiliser les citoyens

La chercheuse Elena Costas estime que la mise en évidence de ces cas de corruption est positive pour sensibiliser l'opinion publique et il faudra attendre le résultat des prochaines élections en Andalousie pour constater le *"coût politique"* que ces révélations auront pour le Parti socialiste espagnol, dont le bastion se situe justement dans cette région fortement agricole. Pour elle, deux solutions : il faut dépolitiser les administrations publiques espagnoles et les soumettre à plus de transparence.

Un avis partagé par Helen Darbshire, directrice d'Access Info Europe, qui considère que cette nouvelle affaire révèle une fois de plus l'absence en Espagne *"de mécanismes de prévention contre la corruption"*. *"Si les citoyens avaient pu avoir des informations sur les quantités des sommes perçues pour ces cours, ils auraient pu savoir si les cours avaient vraiment eu lieu ou pas"*. Pour elle, une nouvelle loi en préparation sur la transparence devrait enfin *"permettre d'obtenir plus d'informations pour pouvoir enquêter sur les abus commis avec ces fonds publics et ainsi éviter l'émergence d'affaires de corruption à grande échelle"*.

Isabelle Birambaux, à Madrid